

**Association GEIQ BTP Landes et
Côte Basque
Espace Technologique Jean Bertin
27 Rue Hélène Boucher, BP 18
40220 TARNOS**

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Association GEIQ BTP Landes et Côte Basque
Espace Technologique Jean Bertin
27 Rue Hélène Boucher, BP 18
40220 TARNOS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

A l'assemblée générale de l'association GEIQ BTP Landes et Côte Basque,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GEIQ BTP Landes et Côte Basque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

III - OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Subventions d'exploitation » de la partie « Autres informations » de l'annexe des comptes annuels concernant la convention pluriannuelle d'objectifs dans le cadre du FSE conclue avec la DIRRECTE.

IV - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les principes et conventions générales appliqués, et relatifs notamment aux produits à recevoir, détaillés dans le paragraphe « Produits à recevoir par postes du bilan » présenté en annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association au titre des produits à recevoir précités sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V – VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

VI – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés




jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BASSUSSARRY, le 16 septembre 2023

Pour le Cabinet d'Audit Christian SABAROTS
Commissaire aux comptes



Arantxa HARISTOY

Cogérante

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 590	1 590			
Autres immobilisations corporelles	167 955	147 605	20 351	43 532	- 23 181
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	40 188		40 188	40 188	
Prêts	380 233		380 233		380 233
Autres	1 031		1 031	2 370	- 1 339
TOTAL (I)	590 997	149 195	441 802	86 090	355 712
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 322 809	48 038	1 274 771	1 611 228	- 336 457
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	877 731		877 731	278 897	598 834
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	1 550 155		1 550 155	2 212 117	- 661 962
Charges constatées d'avance	320		320	42 451	- 42 131
TOTAL (II)	3 751 016	48 038	3 702 977	4 144 693	- 441 716
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	4 342 012	197 233	4 144 779	4 230 783	- 86 004



Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	1 870 631	1 599 226	271 405
Excédent ou déficit de l'exercice	349 562	271 405	78 157
Situation nette (sous total)	2 220 192	1 870 631	349 561
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	2 277	2 818	- 541
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	2 222 470	1 873 448	349 022
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques	18 954	18 954	
Provisions pour charges	1 214	1 225	- 11
TOTAL (III)	20 168	20 179	- 11
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		701 359	- 701 359
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 370 562	841 613	528 949
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	431 857	716 462	- 284 605
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	99 723	22 766	76 957
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		54 957	- 54 957
TOTAL (IV)	1 902 142	2 337 156	- 435 014
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	4 144 779	4 230 783	- 86 004


**commissaire
aux comptes**

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	11 360	10 256	1 104	10,76
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	3 567 124	3 474 543	92 581	2,66
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	668 959	334 914	334 045	99,74
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	1 101 301	1 166 257	- 64 956	-5,57
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	99	1 713	- 1 614	-94,22
Total des produits d'exploitation (I)	5 348 843	4 987 683	361 160	7,24
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	2 370 338	1 613 353	756 985	46,92
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	43 232	47 219	- 3 987	-8,44
Salaires et traitements	2 063 292	2 333 836	- 270 544	-11,59
Charges sociales	365 093	599 065	- 233 972	-39,06
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	41 164	35 181	5 983	17,01
Dotations aux provisions		1 225	- 1 225	-100
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	6 142	4 248	1 894	44,59
Total des charges d'exploitation (II)	4 889 261	4 634 127	255 134	5,51
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	459 583	353 557	106 026	29,99
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	229	531	- 302	-56,87
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	229	531	- 302	-56,87
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	471	1 484	- 1 013	-68,26
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				



	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	471	1 484	- 1 013	-68,26
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	-242	-953	711	74,61
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	459 341	352 604	106 737	30,27
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	10 773	3 857	6 916	179,31
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	10 773	3 857	6 916	179,31
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		930	- 930	-100
Sur opérations en capital	10 229	2 183	8 046	368,58
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	10 229	3 113	7 116	228,59
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	544	744	- 200	-26,88
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	110 323	81 943	28 380	34,63
Total des produits (I + III + IV)	5 359 845	4 992 071	367 774	7,37
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 010 283	4 720 666	289 617	6,14
EXCEDENT OU DEFICIT	349 562	271 405	78 157	28,80



PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 4 144 779,31 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 349 561,72 E.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Création courant 2021 d'un groupement d'employeur dénommé "A LUNDI" qui regroupe depuis avril 2022 l'ensemble du personnel permanent ainsi que les frais de fonctionnement.

Le GEIQ BTP reste l'employeur des personnels mis à disposition et prend en charge les frais de formation ainsi que quelques frais généraux directement affectés.

Les frais communs afférents aux différentes entités adhérentes à "A LUNDI" sont pris en charge en fonction des consommations respectives.

En qualité de membre fondateur du GE "A LUNDI", le GEIQ BTP a effectué au titre de l'exercice un apport avec droit de reprise auprès du GE "A LUNDI" d'un montant de 380 232.78 €. Cette somme est comptabilisée à l'actif du bilan dans la rubrique "immobilisations financières".

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	179 626	3 299	13 380	169 545
Immobilisations financières	42 558	380 233	1 339	421 452
TOTAL	222 184	383 532	14 719	590 997

Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	136 094	16 252	3 151	149 195
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	136 094	16 252	3 151	149 195

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Matériel non prof	1 590	1 590	0	3 ans
Matériel de transport	8 614	3 126	5 488	de 2 à 3 ans
Matériel de bureau et info.	100 584	98 567	2 017	de 3 à 4 ans
Mat info mont marsan	4 860	4 860	0	3 ans
Mobilier tarnos	52 420	39 576	12 845	10 ans
Mobilier mdm	1 476	1 476	0	10 ans
TOTAL	169 545	149 195	20 351	

Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	381 264		381 264
Actif circulant & charges d'avance	2 200 861	2 200 861	
TOTAL	2 582 124	2 200 861	381 264

Provisions pour dépréciation

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	23 126	24 912		48 038
Comptes financiers				
TOTAL	23 126	24 912		48 038

Produits à recevoir par postes du bilan

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	476 374
Autres créances	443 079
Disponibilités	
TOTAL	919 453

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des fonds propres

Mouvements des fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Capital social				
Réserve légale				
Autres réserves				
Report à nouveau	1 599 226	271 405		1 870 631
Résultat	271 405	349 562	271 405	349 562
Subvention d'investissement	2 818		540	2 277
TOTAL	1 873 448	620 967	271 945	2 222 470

Provisions

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques & charges	20 179		11	20 168
TOTAL	20 179		11	20 168

Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	1 370 562	1 370 562		
Dettes fiscales & sociales	431 857	431 857		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	99 723	99 723		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 902 142	1 902 142		

Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	1 011 318
Dettes fiscales & sociales	44 908
Autres dettes	9 408
TOTAL	1 065 634



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	3 257 116	91,31 %
Produits des activités annexes	310 009	8,69 %
TOTAL	3 567 125	100.00 %

Reprises provisions et transferts de charges

Détail des reprises sur amort. et prov et transfert de charges	Montant total	Taux
Reprise provision clients	11	NS
Reprise provision pour risque	494 692	44,92%
Remboursements formations	89 319	8,11%
Remboursements accompagnements	100 280	9,11%
Remboursements Tutorat	4 418	0,40%
Avantage en nature	157	0,01%
Transfert de charges d'exploitation	243 873	22,14%
Aides à l'embauche	155 916	14,16%
Autres aides	12 636	1,15%
TOTAL	1 101 301	100,00%



AUTRES INFORMATIONS

Indemnité de départ à la retraite :

N'ayant plus qu'un seul salarié permanent, la provision pour IFC devient sans objet.

Effectif moyen de l'exercice :

L'effectif moyen sur l'exercice s'élève à 114 ETP (équivalent temps plein) et se décompose de la manière suivante :

- Permanents : 3 ETP
- Personnel mis à disposition :
 - Site de Tarnos : 90 ETP
 - Site de Mont de Marsan : 21 ETP

Subventions d'exploitation :

L'association avait conclu avec la DIRRECTE une convention pluriannuelle d'objectifs dans le cadre du FSE pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021. Cette convention prévoyait notamment une contribution financière.

Tant que les garanties relatives aux conditions d'attribution n'étaient pas remplies avec certitude, la contribution financière n'était pas constatée en produit.

Le montant relatif à 2019 s'élevait à 199 573€ et avait été comptabilisé sur l'exercice 2020.

Le "contrôle de service" au titre de la période 2020/2021 a eu lieu courant 2022 et a validé une contribution de 366 965 €. Cette contribution est constatée dans la rubrique "subvention d'exploitation" de l'exercice 2022 et a été encaissée début 2023.

